

« La déforestation n'est pas une fatalité, mais un choix politique »

La lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts tropicales, dont l'agriculture et l'élevage sont responsables, doit être menée tant au niveau local qu'international, au travers d'une coopération solidaire entre pays producteurs et pays importateurs, estiment les écologues Plinio Sist et Claude Garcia dans une tribune au « Monde ».

Tribune. Au cours des trente dernières années, la planète a perdu 403 millions d'hectares de forêts tropicales, soit en moyenne plus de 13 millions d'hectares par an. En plus de la déforestation, la dégradation forestière causée par l'exploitation illégale des bois rend les écosystèmes forestiers plus vulnérables face aux risques d'incendies et au changement climatique. Lutter contre la déforestation et la dégradation forestière est primordial, si nous voulons atteindre à la fois les objectifs du développement durable, ceux de l'accord de Paris sur le climat [2015] et de la convention sur la diversité biologique.

L'agriculture et l'élevage représentent la principale cause directe de disparition des forêts tropicales. En vingt ans, et notamment en Amérique latine, l'agriculture commerciale a dépassé l'agriculture de subsistance comme principal moteur de déforestation : la responsabilité des consommateurs est plus que jamais engagée.

Les nombreux accords, conventions et instruments de politique internationale pour la préservation des forêts tropicales mis en place depuis le sommet de Rio, en 1992, n'ont jusqu'à présent pas montré leur efficacité. Cela tient sans doute au fait que ces instruments reposent presque exclusivement sur la base de déclarations d'objectifs de chaque pays, et donc sur la volonté et la capacité de ces pays à lutter contre la déforestation à l'échelle nationale.

En Amazonie brésilienne, les chiffres de la déforestation repartent ainsi à la hausse. Pourtant, le Brésil avait adopté une politique volontariste qui avait abouti à une baisse très significative de la déforestation de 80 % entre 2004 et 2012.

Inverser la tendance

Malgré une politique nationale actuelle peu favorable, certains territoires comme Paragominas, en arrière des fronts de déforestation, continuent à maintenir le contrôle de leur déforestation, en liens étroits avec tous les acteurs du territoire. La réhabilitation des terres dégradées pour l'agriculture et l'élevage est la prochaine étape à mettre en place afin que ces territoires soient durablement aménagés.

L'Europe et la France se sont engagées à mettre en place avant 2030 un système juridique exigeant que les entreprises importatrices de viande, d'huile de palme, de cacao, etc. démontrent que ces produits ne sont pas issus de la déforestation

Il ne s'agit pas seulement de ralentir la perte des forêts mais bien d'inverser la tendance, entre autres, à travers des programmes de restauration forestière ambitieux.

La déforestation n'est donc pas une fatalité, mais un choix politique. En attendant le prochain choix des électeurs brésiliens, nous pouvons développer des alternatives au bras de fer. L'expérience brésilienne nous montre que lutter contre la déforestation et la dégradation exige d'agir à toutes les échelles, à la fois locale, nationale, régionale et internationale.

Au niveau local, les territoires sont en première ligne pour la mise en place d'actions concrètes de préservation, de gestion durable et de restauration des écosystèmes forestiers. Cependant, l'aménagement durable des territoires ne peut se développer sans l'appui de politiques incitatives nationales. Ces politiques nationales méritent aussi d'être concertées entre pays amazoniens.

Enfin, à l'échelle internationale, l'Europe et la France se sont engagées à mettre en place avant 2030 un système juridique exigeant que les entreprises importatrices de viande, de soja, d'huile de palme, de cacao, etc. démontrent que ces produits ne sont pas issus de la déforestation.

Des instruments de traçabilité

Le but n'est pas seulement de se doter d'instruments de traçabilité des produits importés, il s'agit aussi et surtout de promouvoir une collaboration entre pays. Un soutien significatif aux petits producteurs, en vue de l'adoption de pratiques agricoles durables, respectueuses de l'environnement et garantissant la sécurité alimentaire, à l'échelle des territoires, est également envisagé.

Stopper la déforestation est l'affaire de tous, pays producteurs comme pays importateurs. Pour réussir, ce combat doit se faire sur des bases de coopération mutuelle et solidaire où chaque partie trouvera ses intérêts à respecter des règles définies mutuellement. Quand chacune des parties comprend les contraintes et les possibilités de l'autre, alors des actions de coopération sur le long terme peuvent voir le jour et avoir enfin un réel impact sur le terrain.

La stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (SNDI), à laquelle le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) contribue, le « pacte vert » (« green deal ») porté par l'Union Européenne et la toute nouvelle Alliance pour la préservation des forêts tropicales, initiative diplomatique portée par la France, la Colombie et le Chili auprès des Nations unies, vont dans ce sens.

Enfin, la création récente d'un panel d'experts pour l'Amazonie, inspiré du GIEC [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat] et réunissant plus de 170 chercheurs de tous les pays amazoniens, permettra, dès 2021, de fournir des informations rigoureuses sur l'état des divers écosystèmes amazoniens, et d'élaborer des recommandations pratiques de gestion durable des ressources naturelles à l'échelle de la région.

Claude Garcia, écologue forestier au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), dirige l'équipe Gestion forestière et développement à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich

(ETHZ). Il développe des jeux pour faire avancer des négociations locale, nationale ou internationale. C'est ainsi qu'un accord a été trouvé pour préserver les forêts intactes d'Afrique centrale.

Plinio Sist, spécialiste des forêts tropicales humides, est directeur de l'unité de recherche Forêts et sociétés depuis 2015 au Cirad. Il siège à l'Union internationale des instituts de recherche forestière (IUFRO) et est membre du panel d'experts pour l'Amazonie.

par Claude Garcia Et Plinio Sist

